
[Indonésie : derrière le slogan « créer des emplois », une légalisation des crimes](#)

Le gouvernement indonésien a approuvé la très critiquée « loi omnibus » en affirmant qu'il est « crucial d'attirer les investissements et de créer à terme des emplois ». Cette loi constitue une attaque directe contre les territoires et les communautés qui résistent à la destruction croissante qui se poursuit depuis des décennies en Indonésie. Cet article donne la parole à six militants qui s'opposent directement à divers investissements nuisibles dans les différentes îles.

[Disponible en indonésien: Indonesia : Legalisasi Kejahatan di balik slogan 'Penciptaan Lapangan Kerja'](#)

Avec l'adoption, en octobre 2020, d'une loi dite « omnibus » sur la création d'emplois, le gouvernement indonésien a modifié plus de 75 lois. L'impact le plus important de ce changement devrait porter sur l'environnement, les droits des communautés paysannes et des peuples autochtones ainsi que les droits des travailleurs. Cette loi modifie (et dérègle) les processus d'aménagement du territoire et d'octroi d'autorisations pour les activités des entreprises. Elle donne également plus de pouvoir au gouvernement central et au secteur des entreprises, notamment l'industrie du charbon, qui bénéficie directement d'un ensemble d'incitations. Par exemple, la loi exempte les sociétés charbonnières du paiement des redevances si elles développent des installations en aval, telles que des centrales électriques au charbon.

Cette mesure est particulièrement problématique en Indonésie. Un récent article du Bulletin du WRM (1) mentionne que le président Widodo et sa famille, son vice-président et d'autres proches collaborateurs sont impliqués dans le secteur de l'exploitation houillère. En outre, 262 des 575 parlementaires indonésiens sont employés, propriétaires, actionnaires ou PDG de certaines des plus grandes industries extractives et sociétés commerciales du pays. Ce sont des signaux forts qui indiquent que les entreprises ont effectivement pris le contrôle de l'appareil du gouvernement central. Dans ce contexte, il est essentiel de mettre en évidence une autre caractéristique clé de la loi omnibus : le gouvernement central annule le droit des gouvernements régionaux de s'opposer à un projet d'investissement déjà approuvé par Jakarta (la capitale où réside le gouvernement central). Cela ne fera qu'augmenter les conflits entre les dynasties locales existantes et l'élite politique de Jakarta. (2)

Dans le même temps, la loi limite (et, dans certains cas, élimine même) la possibilité pour la société civile et les communautés affectées de se consulter ou de contester l'approbation de projets tels que les grandes mines ou les plantations industrielles. Elle limite également le droit du public de déposer des objections contre les études d'impact environnemental une fois celles-ci approuvées, même s'il peut être démontré que le projet approuvé causera des dommages écologiques et sociaux.

Le ministre indonésien de l'Environnement a fait valoir que cette limitation était « basée sur des constatations selon lesquelles les intérêts des communautés locales directement touchées ont souvent été dilués par des intérêts extérieurs indirects ». De même, un député de la commission

législative du parlement qui a adopté la loi a déclaré que les critiques de ceux qui ne sont pas directement concernés devraient être limitées si elles « ne sont pas conformes aux intérêts nationaux ». (3) Ces déclarations sont très problématiques. D'une part les communautés affectées sont rarement informées en temps opportun et de manière appropriée, et ne réalisent l'ampleur des impacts que lorsque des machines ou des agents de sécurité apparaissent sur leur territoire ; mais d'autre part, quels sont ces « intérêts nationaux » dont parlent les représentants du gouvernement ? Quels intérêts représentent-ils ?

Depuis que cette proposition est apparue, des milliers de travailleurs sont descendus dans la rue pour rejeter la loi omnibus et des centaines de manifestants ont été arrêtés. Les droits des travailleurs ont été détournés, en particulier les droits visant à protéger les femmes, qui sont plus susceptibles d'être assujetties et exploitées. (4) On a beaucoup écrit sur les dangers et les risques de la loi omnibus, même par des sociétés à but lucratif qui craignent que leur image ne soit ternie du fait de la mise en œuvre de la loi.

Néanmoins, peu de documents se font l'écho des opinions des militants communautaires des différentes îles qui parlent des implications probables de la loi sur leurs territoires et leurs vies. C'est pourquoi le WRM a contacté un proche allié en Indonésie, qui a dialogué avec six militants communautaires qui résistent – pour certains depuis des décennies – à divers investissements destructeurs dans l'ensemble des îles. Chacun de ces militants a grandi en voyant son île, ses forêts, ses rivières, ses eaux côtières, ses animaux sources de protéines, son air frais, être détruits et saisis à travers toute une séquence d'agressions de la part du gouvernement et/ou de projets d'investissement des entreprises. « Pour chacun d'entre eux », déclare notre allié indonésien, « l'histoire et le travail de terrain dans lesquels ils sont investis, sont profondément personnels. Malgré la tonalité résolue de leurs voix, les dialogues ont été marqués par une absence notable de jovialité, quelque chose de très étrange dans les cultures orales locales en Indonésie. C'est le reflet de l'obscurité qui les habite en ce moment. »

Voici leurs histoires.

L'anonymat des personnes a été préservé pour des raisons de sécurité.

« Mama Na » lutte contre les plantations industrielles de palmiers à huile et de bois d'œuvre
Mama Na appartient à la tribu Muyu. Elle vit à Kampung Subur, dans la régence de Boven Digul, en Papouasie. Entre 2013 et 2014, la société PT BCA (PT Berkat Cipta Abadi), filiale du groupe Korindo, un conglomérat coréen d'huile de palme et de bois, a détruit au moins 12 300 hectares de forêt. Le groupe Korindo est la plus grande entreprise de plantation de palmiers à huile en Papouasie.(5) La société industrielle de plantations d'arbres PT MRJ (PT Merauke Rayon Jaya) menace également les forêts et les terres de Mama Na.

L'entreprise de contreplaqué a été initialement créée en 1990 et a changé de propriétaire à trois reprises. La forêt a disparu. Où vont-ils trouver du bois ? Alors, maintenant, des étrangers viennent cultiver des palmiers à huile, chercher d'autres terrains, rejoindre la société de plantation de bois d'œuvre [une catégorie connue en Indonésie sous le nom de HTI]. Il leur suffit de changer de nom pour pouvoir obtenir le permis d'exploitation. À Kampung Subur, la société de plantations de palmiers à huile PT BCA s'est implantée dans les territoires des clans Toweb, Tomba et Burok. Elle ne s'est jamais implantée sur mes terres. Je m'oppose à eux, parce qu'autrement je perdrais ma terre et mes moyens d'existence. J'ai vu les impacts.

L'eau est polluée. Il y a des poissons morts partout dans les rivières Bian et Digul. Lorsque l'entreprise est arrivée dans la région, elle a construit un hôpital, l'hôpital Korindo. C'est une « maison

de malades » au sens propre (en indonésien, Rumah Sakit, signifie « maison de malades »), car l'entreprise est venue nous rendre malades. La pollution s'enfonce dans le sous-sol, dans l'eau. Alors les poissons meurent. Lorsque nous utilisons l'eau pour la cuisson, la casserole est huileuse. Depuis que l'entreprise est arrivée, nous sentons que nous avons perdu notre culture. Nous n'avons plus nos traditions. Par exemple, nous avons perdu nos savoir-faire artisanaux, comme la fabrication de noken, d'enok, de nyiru ayak, qui sont fabriqués à partir de roseau et de bambou.

Je suis maintenant vigilante et prête à me battre PT MRJ et d'autres sociétés de plantations industrielles de bois d'œuvre. Les gens de l'entreprise s'intéressent aux terres du clan Ikoké pour construire un bassin pour le trempage du bois. Ils viennent et disent qu'ils sont là pour le tourisme ou la conservation, ils cherchent à manipuler la communauté.

Quelqu'un de PT MRJ est venu hier et a dit dans la salle du village : « Nous allons vous apporter la prospérité. Nous allons construire, fournir de l'eau potable, de bons emplois, nous ferons telle et telle chose pour la communauté. » Mais il s'est avéré au final que les gens ont dit NON à tout cela, car ils se sont déjà rendu compte de la situation réelle. Les combines de l'entreprise ont été découvertes. Nous n'acceptons donc plus ceux qui cherchent à nous convaincre. La situation est encore plus dure pour nous à cause de cela.

Nous dépendons tous des forêts pour notre alimentation et, néanmoins, nous voyons comment les forêts ont été détruites. Nous refusons cela, car nous voulons utiliser ensemble la forêt qui reste, la protéger et en prendre soin. Sinon, où iront mes enfants et mes petits-enfants à l'avenir ?

J'ai six enfants et ils disent tous que Mama Na est comme une guerrière pour eux. Tous sont de tout cœur avec Mama Na. Notre vie n'est pas facile. Nous ne sommes ni têtus ni arrogants. Ils sont riches et ils ne nous apportent jamais le bien-être. Il est trop tard maintenant.

Ey, en lutte contre les destructions perpétrées par une entreprise minière

Ey est originaire du village d'Aramsolkî, dans le district d'Agimuga, dans la régence de Mimika. Ey travaille activement pour créer un espace destiné aux membres des communautés de trois districts afin qu'ils puissent exprimer leurs doléances par rapport à la dévastation complète des rivières et des estuaires de la région. Cette importante pollution et ces dommages sont le résultat des déversements massifs, directement dans les rivières et les cours d'eau, de la société minière PT Freeport Indonesia. Freeport Indonesia exploite en Papouasie l'une des plus grandes mines de cuivre et d'or du monde. (6)

Les gens qui vivent au bord des rivières et de la mer ont une culture de la chasse et dépendent de la mer ou de la rivière. Ces déversements irresponsables de déchets détruisent la vie des gens. Les animaux commencent à mourir lentement, car ils inhalent et consomment chaque jour de l'eau contaminée par la boue des résidus miniers. Nous avons également observé que de nombreuses personnes souffrent de démangeaisons et d'autres problèmes de santé.

Les résidus miniers de Freeport entraînent également une perte d'accès de la communauté au transport fluvial. La sédimentation des déchets dans la rivière Ajikwa/Wanogong a entraîné un envasement impressionnant le long de la rivière Sampan, de l'île Puriri et de Kampung Pasir Hitam, vers l'estuaire. Auparavant, les membres de la communauté utilisaient cet itinéraire pour traverser les îles ou pour se rendre en ville pour rencontrer des parents, vendre leurs récoltes ou échanger des produits économiques issus de la chasse ou des récoltes. Cette voie d'accès permettait aussi aux enfants d'aller à l'école. De nos jours, les gens doivent attendre que l'eau de la rivière devienne suffisamment haute pour que les bateaux ou les canoës puissent passer. Parfois, les gens attendent

cing heures et parfois même un jour et une nuit. Des gens désespérés poussent leurs bateaux sur la rivière recouverte de déchets, ce qui endommage beaucoup leurs bateaux. D'autres choisissent de traverser en haute mer, ce qui est très dangereux.

Nous avons perdu un village : Kampung Pasir Hitam. Et aussi cinq rivières : Yamaima, Ajikwa/Wanogong, Sampan, Ajiira et Manarjawe. C'est un très grave problème.

En particulier, Freeport plante des arbres au milieu d'une rivière peu profonde qui s'est asséchée. Nous sommes très en colère contre cette situation. L'entreprise prétend qu'elle fait du reboisement, mais personne ne sait qu'une rivière a disparu ! L'entreprise plante des arbres et élimine également les preuves.

Ni, en lutte contre un projet d'énergie géothermique

Ni est originaire de Jailolo, dans l'île d'Halmahera, au nord de Maluku. Jailolo est un groupe de villages exposés à des tremblements de terre, en bordure d'une étendue de forêts. C'est aussi le nom d'un volcan qui a récemment repris son activité. Au cours des dix dernières années, de forts tremblements de terre se sont produits chaque année. Depuis 2008, la société PT Star Energy Geothermal Company, une filiale de PT Barito Pacific Tbk., a obtenu la concession du champ géothermique de Jailolo et a commencé l'exploration de cette zone de concession de 12 960 hectares. L'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) a accordé une subvention de 733 000 USD à PT Star Energy Geothermal Halmahera pour mener une étude de faisabilité du projet. (7) En 2017, cependant, le ministère de l'Énergie et des Ressources minérales a repris la concession de Star Energy et, depuis lors, les activités d'exploration sont menées par PT Sarana Multi Infrastruktur (SMI) – une coentreprise du ministère des Finances, de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement. Au début de l'année 2020, le gouvernement a donné son aval à cet investissement.

À mon avis, la plus grande menace à Jailolo est le gouvernement parce que le gouvernement ne se soucie guère des gens et qu'il veut travailler avec l'entreprise de géothermie. Star Energy est arrivée dans la zone et a commencé à collecter des informations en 2008. Il n'y a pas encore eu de développement ou de construction. Mais nous sommes inquiets, car la plupart des habitants de Jailolo sont des pêcheurs ou des agriculteurs. Par exemple, il y a un village, le village de Saria, où la pêche est le principal moyen de subsistance et où les gens cultivent en parallèle. Il y a des villages qui dépendent encore de la forêt, à savoir les villages de Payo, Pateng, Bobo, Bobo Joko et Idamdehe. Idamdehe est le site prévu pour le forage d'un puits géothermique.

Notre forêt est encore en très bon état et nous ne laisserons pas le projet géothermique venir la déboiser. Nous n'avons jamais reçu d'informations correctes sur ce projet de centrale électrique. La nouvelle loi omnibus aura incontestablement un impact énorme. Les terres seront envahies. Les pêcheurs et les agriculteurs vont perdre leurs moyens de subsistance. Avec cette nouvelle loi, le gouvernement aide l'entreprise. Mais il y a une forte unité dans les villages, en particulier au sein des peuples autochtones de Saria et d'Idamdehe.

La lutte de Na contre une mine de nickel

Na est originaire du Sulawesi du Sud-Est, une région où la population est confrontée à une exploitation minière de nickel. (8) La communauté a réussi à bloquer les activités minières en 2019 et à repousser ses équipements lourds jusqu'au campement du projet situé sur la côte. Na a été au premier rang de la résistance.

Pour la communauté, l'exploitation minière n'apporte rien de bon. Rien. Si les activités d'exploitation

minière démarraient ici, ce serait dangereux. Tout d'abord, nos plantes ne porteraient pas de fruits, à cause de la poussière ! Il y a des cultures de noix de coco, de goyaves, de clous de girofle, de noix de muscade et de poivre ici. Deuxièmement, il y a l'eau. Troisièmement, où iront les déchets ? Dans la mer ? Mais c'est un village de pêcheurs ! Cela gênerait inévitablement l'activité des pêcheurs. Donc pour nous, l'exploitation minière n'est pas une bonne chose. L'impact est énorme, nous avons pu le constater. L'exploitation minière est une activité à très court terme. En un clin d'œil, l'argent disparaîtra. C'est à très court terme parce que tout cela n'est qu'un mensonge. Et en effet, tout est une question d'argent. Nous sommes vraiment traumatisés par cette exploitation minière. Nous devons être vigilants, surtout pour ne pas abandonner. C'est tout.

Mais toutes les terres autour du site minier sont touchées. De la terre de mes parents à la mienne, tout est impacté. Par exemple, sur la route d'accès, où les véhicules vont et viennent, il y a de la poussière partout. Nous devons laver les feuilles de bananier avant de les utiliser. De plus, avec la mine, la famille s'est brisée. Les impacts sont évidents, mais les gens n'en étaient pas conscients. Il y a déjà des conséquences. Auparavant, un bâtonnet de poisson coûtait dix mille roupies indonésiennes, aujourd'hui ça coûte cinquante mille. Qui peut se permettre de payer un tel prix ? Et nous ne pouvons plus aller pêcher.

Maintenant, la nouvelle loi veut faciliter l'octroi de licences pour les grandes entreprises, mais nous défendons nos droits. Ma vie est entièrement basée sur ma terre. S'il y a des cultures, il y a de l'espoir. Nous y avons nos plantations. Nous pouvons gagner de l'argent avec nos cultures. Sans cela, je ne peux pas rêver avec mes enfants et mes petits-enfants. La mine a un impact vraiment douloureux pour nous. Tout est en train d'être détruit. Nous pleurerons du sang plus tard. Mais jamais ! Je n'abandonnerai jamais la terre.

Yati Dahlia lutte contre les projets de construction d'une nouvelle capitale

Dahlia vient de Penajam Paser Utara, dans le Kalimantan oriental. Dahlia est une militante et une artiste traditionnelle qui appartient à la tribu Balik, une petite tribu vivant au cœur de l'endroit prévu pour l'implantation de la nouvelle capitale de l'Indonésie, et près d'une des plus grandes régions minières du pays. Il y a environ 5 000 Balik qui parlent également leur propre langue.

Nous ne voulons pas faire de différence entre les tribus. Ici, il y a les Balik, les Paser et les Dayaks. Mais avec cet énorme projet, nous avons l'impression d'être pris au piège. Ils veulent que nous leur cédions les terres... Puis on nous demande une photocopie de nos cartes d'identité. La raison principale est qu'ils veulent diviser les terres. Certains ont l'ambition de devenir des chefs coutumiers ou autre chose... Nous sommes vraiment préoccupés. Comment pouvons-nous être unis si nous sommes encore utilisés par des gens qui ne se soucient que d'eux-mêmes ?

Nous avons obtenu des informations sur cette nouvelle loi. Mais c'est la terre de nos ancêtres. Nous sommes très inquiets et bouleversés. Le gouvernement ne s'arrêtera pas tant qu'il ne nous aura pas persuadés de vendre notre terre. Ils disent : « Coopérons. » J'ai dit à ma famille et à mes amis, qui possèdent de la terre ici, que nos ancêtres ne ferment pas les yeux et nous observent d'en haut. Même si la tribu Balik est une minorité, nous devons vivre unis pour défendre la terre.

Ah, en lutte contre un projet d'énergie géothermique

Ah est originaire de Salingka Gunung Talang, régence de Solok, dans la province de Sumatra Ouest. Ah milite au niveau de sa communauté et appartient à un mouvement regroupant quatre communautés montagnardes menacées par un projet géothermique géré par le consortium turc PT Hitay Power Energy et PT Dyfco Energi. (9)

Presque tous les habitants au pied du Mont Talang, dans le district de Solok, sont des agriculteurs. Même les fonctionnaires [connus sous le nom de PNS en Indonésie] ont des activités agricoles pour gagner un revenu supplémentaire. Nous sommes fiers de nos produits maraîchers et de notre délicieux et célèbre riz, le Boleh Solok. De manière générale, c'était une région sûre, jusqu'en 2017, lorsque le projet d'exploitation minière géothermique a bouleversé nos vies. Même à cette époque, le projet n'était pas clair. Mais nous savions que l'électricité qu'ils voulaient produire n'était pas destinée à la communauté. Nous n'en bénéficierions pas. Les gens de l'entreprise sont entrés par la force. Ensuite, les arrestations ont commencé à cause de l'incendie d'une voiture de la société, bien qu'on ne sache pas très bien qui l'avait brûlée en raison du grand nombre de personnes impliquées. Les personnes emprisonnées à cause de cet incident ont été incarcérées de février 2018 jusqu'au premier mois de 2020. Néanmoins, nous avons constamment bloqué les tentatives des brigades de sécurité et des forces armées de pénétrer dans notre zone.

Nous n'avons plus de nouvelles de l'entreprise et nous constatons également qu'elle n'a plus tenté d'entrer sur notre territoire. Mais nous restons vigilants. Avec la loi omnibus, nous savons que la réalisation du projet comporte un risque énorme pour notre sécurité.

Malgré l'inquiétude croissante des gens face aux restrictions et au vol de leurs terres et de leurs moyens de subsistance avec l'approbation de la loi omnibus, ces histoires montrent également comment les communautés continueront à résister à la destruction de leurs forêts et de leurs terres.

- (1) Bulletin WRM 252, [Indonésie : REDD+, le financement européen en faveur du développement et « l'économie bas-carbone »](#)
- (2) The Interpreter, [Indonesia's Omnibus Law won't kill corruption](#), 2020
- (3) Mongabay, [Indonesia's Omnibus Law a 'Major Problem' for Environmental protection](#), 2020
- (4) Business and Human Rights Resource Centre, [Omnibus Law on Job Creation reinforcing patriarchal mentality](#), 2020
- (5) Greenpeace, [PT Berkas Cipta Abadi Oil Palm plantation in Papua](#), 2018; EJAtlas, [Korindo clearing forests for oil palm plantations, Papua, Indonesia](#), 2020
- (6) The Insiders Stories, [Freeport Indonesia's Production Rises 9% in the 2Q of 2020](#) ; London Mining Network, [Mimika's Coastal Dystopia: Besieged by Freeport's Indonesia's Mine Tailings Slurry](#)
- (7) The Jakarta Post, [Geothermal Projects expand clean energy](#), 2010
- (8) Les sociétés ayant des permis d'exploitation minière sur l'île comprennent PT Alatoma Karya ; PT Bumi Konawe Mining ; PT Derawan Berjaya Mining ; PT Gema Kreasi Perdana ; PT Kimco Citra Mandiri ; PT Konawe Bakti Pratama ; PT Hasta Karya Megacipta ; PT Pasir Berjaya Mining ; PT Cipta Puri Sejahtera ; PT Natanya Mitra Energy ; PT Investa Pratama Inti Karya et PT Kharisman Kreasi Abadi. Voir Asia Times, [Mining permits revoked after Wawonii protests](#), 2019
- (9) Bulletin WRM 244, [Indonésie : La sombre réalité derrière l'énergie géothermique : Un discours trompeur sur « l'énergie propre »](#), 2019